

CONVENTIONS COLLECTIVES

Convention collective

**IDCC : 1923. – MANUTENTION PORTUAIRE
DE GUADELOUPE
(31 juillet 1995)**

(Bulletin officiel n° 1999-1 bis)

*(Etendue par arrêté du 16 avril 1999,
Journal officiel du 28 avril 1999)*

**AVENANT DU 31 MARS 2015
RELATIF À L'ORGANISATION DU TRAVAIL**

NOR : ASET1550887M

IDCC : 1923

PRÉAMBULE

L'annexe II de l'avenant du 19 décembre 2014 à la convention collective de la Guadeloupe prévoyait que les parties signataires engageraient des négociations sur différents thèmes.

C'est dans ce cadre que les parties se sont rencontrées et ont engagé des négociations sur l'organisation du travail.

Article 1^{er}

Evolution des organisations du travail

Porte-conteneurs intégraux

Pas de changement pour l'équipe normale et l'équipe renforcée et création d'une équipe pour les shifts sans saisissage (pas de manutention de barres de lasching) :

	PORTE-CONTENEURS INTÉGRAUX		
	Equipe renforcée	Equipe normale	Equipe sans saisissage
Contremaître	2	2	2
Hommes bord	6	4	2
Chef panneau	1	1	1
Hommes terre	2	2	2
Conducteurs attelage	4	4	4
Conducteurs stackers	2	2	2
Pointeurs	2	2	2
Total	19	17	15

Navire Roro (type Midas)

	SI PLUS DE 90 TCS	SI MOINS DE 90 TCS	CHARGEMENT uniquement avec tous les TCS sur châssis
Caristes frontaux	2	2	
Caristes attelages (2 + 3)	5	5	2
Dockers terre	2	2	1
Docker chef de cale	1	1	1
Dockers saississeurs/dessaisisseurs	6	6	6
Pointeurs (bord, parc, châssis)	3	3	1
Total	19	19	11
Dockers complémentaires	4		
Contremaître	2	2	2
Total	25	21	13

Il est précisé en complément à l'avenant du 14 décembre 2014 que les heures de prolongation du shift d'après-midi sur les navires Roro de type Midas ne seront pas réalisées compte tenu des conditions de travail en nocturne. Les heures de prolongation du shift du matin seront possibles dans les conditions de l'accord du 14 décembre 2014.

Navire type péniche/barge (navire Roro de longueur inférieure ou égale à 80 mètres)

Cariste	1
Pointeur	1
Dockers	2
Contremaître	1
Total	5

Navire type Marin

Caristes 3, dont 1 qui peut faire camions/colis...	2
Caristes attelage	2
Pointeur	1
Contremaître	1
Dockers bord	2
Docker terre	1
Total	9
Dockers en plus si voiture	XX

Navire Car Carriers

Effectif conducteur en fonction du nombre de voitures (voir accord d'intéressement)	Variable
Contremaître	1
1 pointeur jusqu'à 500 véhicules et 2 au-delà	1 ou 2
Nombre de caristes variable en fonction du nombre d'engins à manutentionner (minimum 1 pour 20 engins)	Variable

Les autres types de navire ou de manutention non évoqués dans le présent accord feront l'objet de négociations ultérieures en vue de conclure des avenants au présent accord.

Article 2

Vacation

Il est créé un nouvel horaire, dont l'objectif est de permettre une affectation d'équipe correspondant à une durée d'activité justifiée par les manutentions à traiter.

Ce nouvel horaire sera appelé : vacation. Il sera d'une durée de 4 heures sans heures à suivre et sans prolongation. L'heure de fin de la vacation sera au maximum l'heure de fin du shift du matin ou d'après-midi, son heure de début sera adaptée au besoin de la manutention à réaliser.

Pour les CDDUC, le contrat de travail sera adapté à la durée de cette vacation.

Un ouvrier docker (CDI ou CDDUC) sera limité à une vacation par jour.

Article 3

Activités parcs

Les parties conviennent d'examiner ensemble les possibilités d'évolution de l'activité parcs. Une négociation spécifique à cette activité sera engagée avant le 30 mai 2015.

Article 4

Formalités

Dès signature du présent avenant par l'une des organisations syndicales, il sera notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Ces dernières disposent, selon l'article L. 2232-12 du code du travail, d'un délai de 8 jours pour exercer leur droit d'opposition. Cette opposition notifiée aux signataires devra être exprimée par écrit, motivée et préciser les points de désaccord.

Après la fin du présent délai, l'accord sera adressé :

- en deux exemplaires à la DIECCTE, dont une version sur support papier signée des parties par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et une version sur support électronique ;
- en un exemplaire destiné au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes.

Ces deux dépôts seront effectués par l'UEM.

Durée et entrée en vigueur

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée, il entrera en application le lendemain de son dépôt.

Dénonciation. – Révision

Le présent accord pourra être dénoncé dans les conditions prévues à l'article L. 2261-9 du code du travail.

Cette dénonciation pourra être effectuée à toute époque avec un préavis de 3 mois notifié par lettre recommandée avec avis de réception et adressée à chacune des organisations signataires ou adhérentes.

Afin que les pourparlers puissent commencer sans retard dès la dénonciation, un nouveau projet devra être proposé par la partie qui a dénoncé dans un délai de 3 mois.

Si l'accord est dénoncé, il continuera à produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord destiné à le remplacer ou pendant une durée de 1 an maximum à compter de l'expiration du préavis à défaut de la conclusion d'un nouvel accord de place.

Chaque accord paritaire s'ajoutant au présent accord pourra être dénoncé selon les modalités prévues par le présent article.

Toute demande de révision présentée par l'une des organisations signataires est adressée par lettre recommandée avec avis de réception à chacune des organisations signataires ou adhérentes. Elles doivent comporter un projet détaillé portant sur le ou les points dont la révision est demandée.

Au cas où l'une des organisations signataires formulerait une demande de révision partielle du présent accord, les autres organisations signataires pourront se prévaloir du même droit. Un accord devra intervenir dans un délai de 3 mois à propos des dispositions dont la révision a été demandée. Passé ce délai, si aucun accord n'est intervenu, la demande de révision sera réputée caduque et, de ce fait, le texte antérieur continuera de s'appliquer.

Fait à Jarry, le 31 mars 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UEM.

Syndicats de salariés :

UGTG ;

UNSA ;

CNTPA CFDT.